

AMAHORO Congrès du Peuple

DÉCLARATION 002/Vol. II/ 2002: Gishwati:

Le pouvoir du président Kagame maltraite la population au lieu de la protéger

Le parti AMAHORO-Congrès du Peuple dénonce les actes indignes perpétrés par le régime du président Paul Kagame contre les habitants la forêt naturelle de Gishwati qui sont sans abri parce que délogés et expropriés par le même régime.

Selon l'hebdomadaire gouvernemental IMVAHO NSHYA n°1441, c'est le Président Kagame qui a pris lui-même la décision de déloger cette population." Il a pris la décision selon laquelle personne ne s'appropriera plus des parties de cette forêt et a fixé l'ultimatum à la fin mai 2002 pour que ceux qui l'habitent déménagent. L'ultimatum a été respecté", comme l'écrit IMVAHO.

Plusieurs milliers de familles d'anciens réfugiés de Rutshuru et Masisi en République Démocratique du Congo et logés à Gishwati par le Ministère de la Réinsertion Sociale(MINIREISO) viennent d'être boutés hors de leurs maisons et leurs lopins de terre et dorment présentement à la belle étoile où le Comité Internationale de la Croix Rouge leur a donné des bâches de plastics.

Un acte de ce genre démontre que le régime du Président Kagame n'a aucun programme de réinsertion des rapatriés et fait montre de la faiblesse de son projet de société à commencer par les infrastructures sociales.

Ce n'est pas la première fois que les rapatriés de Gishwati font l'objet de la persécution d'un régime qui est pourtant responsable de leur bien-être. Comme tel est stipulé dans les accords de paix d'Arusha, c'est le gouvernement rwandais qui est chargé de la réinsertion des rapatriés. Ainsi donc, dans la réinsertion des rapatriés de Gishwati, le gouvernement devait faire la délimitation de la forêt naturelle de Gishwati et dégager le territoire sur lequel les rapatriés devaient habiter, cultiver et faire paître leurs troupeaux, à l'instar de ce qui a été fait au parc national de l'Akagera où l'on distingue une partie habitée et exploitée par les populations d'agri éleveurs et une partie réservée au parc national. Mais ce n'est pas le cas pour la forêt de Gishwati. Lorsque le MINIREISO y a amené les rapatriés, des maisons en agglomérations ont été érigées mais cela en désordre, sans plan préétabli.

Les habitants de Gishwati se sont débrouillés malgré tout et ont pu poursuivre leurs activités agro-pastorales jusqu'en 1997 lorsqu'ils ont été victimes d'une attaque de pseudo-interahamwe qui ont tué plusieurs d'entre eux, razzie les vaches et détruit les maisons. Les enquêtes menées ont pu montrer que ces atrocités avaient été perpétrées par des éléments de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR). Certains d'entre eux ont même été reconnus coupables par la cour militaire de Kigali qui les a condamnés à des peines de prison. Mais le verdict du jugement n'a pas été exécuté et parmi ceux qui ont été reconnus coupables figurent un des conseillers militaires du Président Kagame.

À ce moment là, le président Kagame, qui était alors vice-président, a dit à la population de Gishwati de ne pas se décourager, il leur a promis que la justice allait poursuivre ceux qui leur avaient apporté tant de malheurs, et il les a même assuré d'une indemnisation. Cependant, jusqu'à présent ces gens attendent encore. Mais effectivement ces citoyens ne se sont pas découragés, et ils se sont plutôt regroupés, ils ont même réussi à fonder une coopérative agro-pastorale, à tel point que la coopérative était montée au rang de concurrent de la Laiterie gouvernementale de Gishwati.

À ce stade, on ne peut ignorer que les habitants de Gishwati menaient ses activités agricoles et pastorales sans directives des experts du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Cela a eu pour conséquence que les dispositifs anti-érosion n'ont pas été mis en place dans cette région et que la forêt de Gishwati a été endommagée alors qu'elle revêt une grande importance pour le pays en terme d'environnement. Nous avons là un autre exemple qui démontre clairement l'absence de volonté et de capacité de la part de l'administration dirigée par le président Kagame pour la gestion de l'environnement.

Le parti AMAHORO s'interroge sur les vrais raisons de l'expulsion de ces habitants de Gishwati parce que s'il s'agissait de lutter contre l'érosion dans la forêt vierge de Gishwati comme le déclare le pouvoir de Kagame, cela aurait pu être fait de façon étudiée sans que ces personnes ne soient jetée à la rue démunie de tout. Au lieu de contacter les experts Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage pour qu'ils apprennent aux habitants de Gishwati des méthodes culturales et d'élevage modernes et des moyens de lutte contre l'érosion, les autorités ont préféré les jeter à la rue, alors que ces personnes étaient jusque là autosuffisante.

Le fait que gouvernement dirigé par le président Kagame ait été incapable de faire le nécessaire et qu'il a plutôt choisi de jeter ces habitants de Gishwati à la rue et qu'ils n'ont aucun moyen de subsistance ni d'endroit où aller comme cela a été déclaré à l'hebdomadaire gouvernemental Imvaho Nshya par le préfet de Gisenyi, est un preuve de l'absence de volonté de ce gouvernement de défendre les intérêts des citoyens.

Le parti AMAHORO condamne les actes indignes du gouvernement de Kagame et recommande ce qui suit :

I. Que le Gouvernement de Kagame:

- a. Garantisse au plus vite le droit au logis des habitants de Gishwati.
- b. Laisse les expulsés retourner dans leurs biens en attendant de leur trouver un site de réinstallation doté des infrastructures de base et tenant compte de leur vocation agro-pastorale.
- c. Sanctionne les personnes qui ont tué des habitants de Gishwati lors du vol de leur bétail. Les coupables ne doivent pas continuer à jouir de protections qui suppriment les peines décidées par les tribunaux.
- d. Remplace le bétail vols et offre des dommages et intérêts suffisants.

II. Que la communauté internationale

- a. Condamne le gouvernement dirigé par le président Kagame chaque fois que des violations des droits de l'homme et des abus physiques sont commis par ses agents comme cela a été le cas lorsque les habitants de Gishwati ont été chassés de leur maison sans qu'une alternative ne soit prévue.
- b. Mette en place un système pour encourager le gouvernement dirigé par le président Kagame et pour le conseiller dans le domaine du respect des droits de l'homme.

III. Que la population rwandaise:

- a. Lutte pour le respect de leurs droits de l'homme et dénonce les abus dont ils sont victimes de la part des autorités.

b. Informe les représentants des partis qui se soucient vraiment du bien être de la population, comme le parti AMAHORO ainsi que les associations de défense des droits de l'homme à chaque fois que leurs droits sont violés par les organes du pouvoir.

Au nom du parti AMAHORO

Jeff Nsengimana,

V.P.

02/06/2002